

**Assemblée générale**

Distr. générale
30 avril 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Point 154 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

**Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi
(Italie) : rapport sur l'exécution du budget de l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 et projet
de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021
au 30 juin 2022**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédits ouverts pour 2019/20	63 381 400
Dépenses de 2019/20	63 266 500
Solde inutilisé de 2019/20	114 900
Crédits ouverts pour 2020/21	62 058 200
Montant estimatif des dépenses pour 2020/21 ^a	62 058 200
Montant estimatif du solde inutilisé pour 2020/21 ^a	0-0
Projet de budget du Secrétaire général pour 2021/22	66 519 700
Ajustement recommandé par le Comité consultatif pour 2021/22	(625,000)
Recommandation du Comité consultatif pour 2021/22	65 894 700

^a Montant estimatif au 31 mars 2021.



I. Introduction

1. Aux fins de son examen du financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) (voir [A/75/642](#) et [A/75/744](#)), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires s'est entretenu en ligne avec des représentantes et représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 16 avril 2021. On trouvera dans le rapport paru sous la cote [A/75/822](#) les observations et recommandations du Comité sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général, et dans le rapport connexe, paru sous la cote [A/75/829](#), celles qui portent sur les constatations et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.

II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

2. Par sa résolution [73/310](#) et sa décision 73/555, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 63 381 400 dollars (montant net : 57 144 600 dollars) destiné à financer le fonctionnement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020. Le montant brut total des dépenses effectives de l'exercice s'est élevé à 63 266 500 dollars (montant net : 56 896 900 dollars), ce qui correspond à un taux d'exécution de 99,8 %. Le solde inutilisé de 114 900 dollars, dont le montant brut s'élève à 0,2 % du crédit ouvert, s'explique par l'effet conjugué des éléments suivants : des dépenses opérationnelles moins élevées que prévu (1 208 700 dollars, soit 5,2 %) et des dépenses plus élevées que prévu au titre du personnel civil (1 093 800 dollars, soit 2,7 %). On trouvera une analyse détaillée des écarts au chapitre IV du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ([A/75/642](#)).

3. Un récapitulatif des réaffectations de ressources figure au paragraphe 65 du rapport sur l'exécution du budget. Pendant l'exercice, un montant total de 1 093 800 dollars a été réaffecté de la catégorie III (dépenses opérationnelles) à la catégorie II (personnel civil) pour couvrir le dépassement de crédits, largement imputable à des dépenses communes de personnel effectives plus élevées que prévu pour le personnel recruté sur le plan international et le personnel recruté sur le plan national, associées au fait que l'échelon réel moyen de la classe retenue pour les agents des services généraux a été plus élevé que prévu et que le taux d'occupation des postes a été légèrement supérieur aux projections.

4. Le Comité consultatif a été informé qu'au 30 juin 2019, les engagements non réglés pour l'exercice budgétaire 2018/19 s'élevaient à 8 237 300 dollars.

Questions intéressant le rapport du Comité des commissaires aux comptes

5. Lors de l'examen des rapports du Secrétaire général, le Comité consultatif était également saisi du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2020 [[A/75/5 \(Vol. II\)](#)]. Dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a formulé des observations et des recommandations concernant le nouveau modèle de financement des entités d'appui au maintien de la paix, qui s'applique à la Base de soutien logistique (ibid. par. 77 à 86). Les observations et recommandations du

Comité consultatif concernant les conclusions et recommandations du Comité des commissaires aux comptes figurent dans son rapport correspondant ([A/75/829](#)).

Incidences de la pandémie de maladie à coronavirus 2019

6. Des informations sur les conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sur la Base de soutien logistique des Nations Unies sont présentées aux paragraphes 9 à 21 du rapport sur l'exécution du budget ([A/75/642](#)). Le Secrétaire général indique que la Base de soutien logistique a joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la stratégie de continuité des opérations du Secrétariat et que les besoins en matière d'appui aux communications et aux technologies de l'information ont considérablement augmenté dans l'ensemble, la pandémie ayant accru de manière importante la dépendance à l'égard de l'infrastructure mondiale des communications et des technologies de l'information à Brindisi et à Valence (Espagne). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, en partenariat avec le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du Département de l'appui opérationnel (DOS), la Base de soutien logistique a été fortement impliquée dans la planification, l'achat et la logistique de la sécurisation et de l'expédition de matériel médical essentiel. La Base de soutien logistique a fourni un appui grâce aux stocks pour déploiement stratégique et a également joué un rôle décisif en facilitant l'acquisition de matériel médical de soins intensifs, de kits de tests sérologiques de dépistage de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et d'équipements de protection individuelle. En outre, le Centre stratégique des opérations aériennes a apporté son concours aux évacuations sanitaires d'urgence et aux vols de fret liés à la riposte des Nations Unies face à la crise de la COVID-19 (voir [A/75/642](#), par. 10, 12 et 21). En réponse à ses questions, le Comité consultatif a également été informé que la Force de police permanente, le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires et le Bureau régional de la sécurité aérienne s'étaient adaptés aux restrictions des déplacements en fournissant un soutien ou une formation par le truchement d'une assistance à distance et virtuelle.

7. **Le Comité consultatif exprime sa reconnaissance pour le rôle essentiel joué par la Base de soutien logistique des Nations Unies pendant la pandémie de COVID-19. Les recommandations du Comité consultatif sur les ressources demandées par le Secrétaire général pour la Base de soutien logistique pour l'exercice 2021/22 tiennent compte de l'impact continu que devrait avoir la pandémie de COVID-19 au cours de l'exercice 2021/22 et de la dépendance continue qui en résulte à l'égard de la Base de soutien logistique pour la continuité des opérations et les besoins essentiels, notamment en matière de matériel et de fournitures médicales et d'évacuations sanitaires. Le Comité espère que les enseignements tirés des mesures prises par la Base de soutien logistique pour faire face à la pandémie ainsi que les meilleures pratiques qui en ont découlé seront intégrés dans ses travaux et prises en compte dans le prochain projet de budget.**

III. Informations sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

8. En ce qui concerne les dépenses effectives et les dépenses prévues pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, le Comité consultatif a été informé qu'au 31 mars 2021, le montant brut des dépenses s'élevait à 48 952 000 dollars. À la fin de l'exercice en cours, le montant total des dépenses devrait atteindre 62 058 200 dollars, ce qui ne laisserait aucun solde inutilisé pour un taux prévu d'exécution du budget de 100 pour cent.

9. Le Comité consultatif a été informé qu'au 30 juin 2020, les engagements non réglés pour l'exercice budgétaire 2019/20 s'élevaient à 4 122 600 dollars. Il a en outre été informé qu'au 31 mars 2021, le solde de trésorerie de la Base de soutien logistique des Nations Unies était de 20 300 000 dollars, ce qui était suffisant pour couvrir la réserve opérationnelle correspondant à trois mois de dépenses, soit 15 500 000 dollars.

IV. Projet de budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022

A. Mandat et résultats attendus

10. La Base de soutien logistique des Nations Unies est opérationnelle à Brindisi depuis la fin de l'année 1994, date à laquelle le Secrétaire général et le Gouvernement italien ont signé un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des biens et des installations de Brindisi par l'Organisation. Dans sa résolution [49/233](#), l'Assemblée générale s'est félicitée de la mise en place de la Base de soutien logistique. Des additifs au mémorandum d'accord ont été signés en 2001, 2008 et 2011. Par sa décision 58/557 et sa résolution [62/231](#), l'Assemblée générale a approuvé le transfert de bâtiments supplémentaires et de terrains non bâtis que le Gouvernement italien s'était engagé à mettre à la disposition de la Base. Le concept de stocks pour déploiement stratégique a été adopté par l'Assemblée dans sa résolution [56/292](#). Par la suite, en 2009, le Secrétaire général et le Gouvernement espagnol ont signé un mémorandum d'accord régissant l'utilisation d'installations à Valence par l'Organisation des Nations Unies. Entité unique fonctionnant à partir de deux sites, la Base de soutien logistique comprend le Centre de services mondial de Brindisi et le Centre informatique et communications des Nations Unies à Valence (voir [A/75/744](#), par. 1 et 2).

11. La Base de soutien logistique des Nations Unies se charge des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications, de la logistique et de la gestion opérationnelle de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale et fournit une assistance technique en matière d'environnement aux missions tout au long de leur mandat, de la planification de leur démarrage jusqu'à leur liquidation. En outre, la Base de soutien logistique héberge et fournit un appui administratif à quatre unités hébergées comprenant la Force de police permanente et le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires, qui relèvent du Département des opérations de paix, le Centre stratégique des opérations aériennes et le Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions, qui font rapport au Département de l'appui opérationnel (voir [A/75/744](#), par. 3). Les hypothèses budgétaires et les activités d'appui de la Base de soutien logistique pour l'exercice 2021/22 sont exposées à la section I.B du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget pour cet exercice ([A/75/744](#)).

B. Ressources nécessaires

12. Ce projet de budget d'un montant de 65 519 700 dollars est en augmentation de 4 461 500 dollars (7,2 %) par rapport aux crédits de 62 058 200 dollars ouverts pour 2020/21. On trouvera des renseignements au sujet de la variation entre les crédits ouverts pour 2020/21 et le montant des crédits demandés pour 2021/22 à la section III du projet de budget (ibid.).

13. La Base de soutien logistique des Nations Unies reçoit des contributions en nature sous forme de bâtiments et d'infrastructures des Gouvernements italien et

espagnol, pour un montant de 3 293 400 dollars à Brindisi et de 2 529 300 dollars à Valence.

1. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué (2019/20)	Dépenses (2019/20)	Montant alloué (2020/21)	Dépenses au 31 mars 2021	Dépenses prévues (2021/22)	Variation	
						Montant	Pourcentage
Personnel civil	40 104,6	41 198,4	41 287,3	33 384,2	45 300,4	4 013,1	9,7
Dépenses opérationnelles	23 276,8	22 068,1	20 770,9	15 567,8	21 219,3	448,4	2,2
Montant brut	63 381,4	63 266,5	62 058,2	48 952,0	66 519,7	4 461,5	7,2
Recettes provenant des contributions du personnel	6 236,8	6 369,6	6 142,0	5 127,1	6 556,6	414,6	6,8
Montant net	57 144,6	56 896,9	55 916,2	43 824,9	59 963,1	4 046,9	7,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—	—	—	—
Total	63 381,4	63 266,5	62 058,2	48 952,0	66 519,7	4 461,5	7,2

14. Des informations sur les ressources financières demandées par lieu d'affectation (Brindisi et Valence) figurent au tableau 5 du projet de budget (ibid.). **Rappelant sa recommandation précédente (A/74/737/Add.6, par. 29), approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/282, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de veiller à la clarté et à la transparence de la présentation des futurs projets de budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies en fournissant des informations ventilées sur l'évolution des ressources financières pour chaque lieu d'affectation, par groupe, classe et sous-classe.**

2. Personnel civil

Catégorie	Effectif approuvé 2020/21	Effectif proposé 2021/22	Variation
Personnel recruté sur le plan international	139	141	2
Personnel recruté sur le plan national ^a	305	305	—
Emplois de temporaire ^b	2	1	(1)

^a Agents des services généraux recrutés sur le plan national.

^b Financés au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

15. Le montant des dépenses prévues au titre du personnel civil pour 2021/22 s'élève à 45 300 400 dollars, soit 4 013 100 dollars (9,7 %) de plus que le montant du crédit ouvert pour 2020/21. Le projet de budget indique que l'augmentation est principalement attribuable à la hausse des besoins en : a) personnel international (2 643 700 dollars, soit 12,8 %), en raison de l'augmentation de l'indemnité de poste et b) personnel recruté sur le plan national (1 639 200 dollars, soit 8,1 %), du fait de la hausse des coûts salariaux (A/75/744, par. 113 et 114).

Recommandations concernant les postes et les emplois de temporaire

16. Un total de 447 postes et emplois de temporaires sont proposés pour la période 2021/22, dont 141 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 305 agents recrutés sur le plan national et un poste de temporaire (autre que pour les réunions); 415 membres du personnel seraient affectés à Brindisi et 32 à Valence (ibid., par. 10).

17. L'effectif proposé de 447 postes et emplois de temporaire représente une augmentation nette d'un poste par rapport à l'exercice en cours, compte tenu des principaux changements ci-après en matière de personnel (ibid., par. 11) :

a) Création d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de spécialiste de la sécurité au travail (P-3) (ibid., par. 92) ;

b) Reclassement d'un assistant aux systèmes d'information (G-6) en assistant principal aux systèmes d'information (G-7) et d'un infirmier (G-6) en infirmier principal (G-7) (ibid., par. 93 et 101) ;

c) Transformation de deux emplois de temporaire (autre que pour les réunions) en un poste d'ingénieur écologue (P-3) et un poste de spécialiste des questions d'état de droit (P-4) (ibid., par. 98 et 104) ; voir également par. 19 et 20 ci-après).

18. Les changements proposés en matière d'effectifs comprennent également : a) un changement de titre fonctionnel de spécialiste de la gestion des marchés (P-4) à logisticien (P-4), b) le rattachement du Bureau des services de sécurité qui dépend actuellement du Service de l'appui à la Base (un poste P-3, un poste G-7 et cinq postes G(AC) au Bureau du (de la) Directeur(trice) et c) le rattachement hiérarchique du Bureau régional de la sécurité aérienne du Bureau du Directeur au Département de l'appui opérationnel, son changement de nom en tant que Groupe de l'assurance et de la promotion de la sécurité aérienne et son repositionnement en tant qu'unité hébergée de la Base de soutien logistique des Nations Unies (ibid., par. 85, 96 et 105) ; voir également par. 21 ci-après).

Transformation de poste

19. Le Secrétaire général propose de transformer en poste un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) d'ingénieur(e) écologue (P-3). Le titulaire du poste dirigera le pilier Eau et eaux usées de la stratégie environnementale des Nations Unies pour les opérations de paix (2017-2023), sous la direction générale de la Section de l'environnement du Bureau du (de la) Secrétaire général(e) adjoint(e) à l'appui opérationnel. Le titulaire du poste jouera un rôle important et central d'assistance technique en matière de gestion des eaux usées, contribuera à la mise en œuvre des directives relatives à l'eau et aux eaux usées et aidera les missions à planifier des investissements pluriannuels (A/75/744, par. 98). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que l'emploi de temporaire (autre que pour les réunions) d'ingénieur écologue avait d'abord été approuvé pour 2019/20 afin de gérer principalement le pilier Eau et eaux usées de la stratégie environnementale pour les opérations de paix. **Considérant que l'emploi de temporaire (autre que pour les réunions) d'ingénieur écologue a été créé récemment et que ses fonctions resteront fondamentalement inchangées au cours de l'exercice 2021/22, le Comité consultatif est d'avis que sa transformation en poste serait prématurée à ce stade et recommande donc de reconduire l'emploi d'ingénieur écologue (P-3) financé au titre du personnel temporaire.**

20. Il est également proposé de transformer en poste un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de spécialiste des questions d'état de droit (P-4) au sein du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires. Dans son

rapport, le Secrétaire général précise que l'emploi de temporaire (autre que pour les réunions), créé au cours de l'exercice 2017/18, avait pour objet d'apporter un soutien essentiel sur le terrain afin de faire progresser la planification et la programmation conjointe des transitions en mettant l'accent sur l'état de droit et la consolidation de la paix pendant les phases de retrait, de transition et de démarrage des missions. En réponse à ses questions, il a été précisé au Comité consultatif que le caractère temporaire de l'emploi avait pesé sur la capacité du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires à conserver les titulaires, ce qui avait entravé son aptitude à répondre à la demande continue et croissante d'assistance et de soutien à la planification en matière d'état de droit et à assurer la continuité des activités (Ibid., par. 104). **Le Comité consultatif n'est pas pleinement convaincu que la proposition de transformation en poste de l'emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de spécialiste des questions d'état de droit (P-4) soit justifiée à ce stade et recommande donc de reconduire l'emploi de spécialiste des questions d'état de droit (P-4) au titre du personnel temporaire.**

Unités hébergées

21. Le Secrétaire général propose de rebaptiser le Bureau régional de la sécurité aérienne « Groupe de l'assurance et de la promotion de la sécurité aérienne » et de transférer les deux postes correspondants du Bureau du (de la) Directeur(trice) pour en faire une nouvelle unité hébergée de la Base de soutien logistique des Nations Unies, ce qui permettra de mieux aligner les fonctions du Groupe sous la supervision étroite de la Section de la sécurité aérienne au Siège et d'étendre ses fonctions dans le monde entier (Ibid., par. 105). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le réaligement des fonctions du Groupe de l'assurance de la sécurité aérienne et de la promotion de la sécurité ne devrait pas entraîner de changements dans la structure hiérarchique des autres services chargés de la sécurité aérienne dans les missions, ni dans les services chargés de la sécurité aérienne au sein du Département de la sécurité et de la sûreté. Le Comité a en outre été informé que la surveillance de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban et de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (anciennes missions affiliées au Bureau régional de la sécurité aérienne de la Base de soutien logistique) serait assurée par la Section de la sécurité aérienne au Siège des Nations Unies afin d'éviter tout conflit d'intérêts éventuel. Toutefois, l'équipe de Brindisi continuerait à fournir un appui aux équipes chargées de la sécurité de ces missions en fonction des besoins ainsi qu'une formation à cet égard.

22. Dans le cadre de son examen du rapport d'ensemble sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/75/786) et des projets de budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies et du Centre de service régional d'Entebbe, Ouganda (A/75/770), le Comité consultatif a été informé, à sa demande, qu'il ne semblait pas exister de définition ou de procédure normalisée pour la désignation d'une unité hébergée. Le Comité consultatif constate en outre une incohérence dans la structure hiérarchique des différents équipes de la sécurité aérienne.

23. Le Comité consultatif est d'avis que la désignation des unités hébergées et leurs structures hiérarchiques devraient, par principe, être fondées sur des critères clairs, appliqués de manière cohérente dans l'ensemble du Siège et des centres de soutien logistique. Le Comité consultatif recommande donc à l'Assemblée générale de demander au Secrétaire général d'élaborer une politique claire et cohérente en ce qui concerne les critères, y compris les structures hiérarchiques et les délégations de pouvoir, pour la création d'unités hébergées dans les entités des Nations Unies. En l'absence d'une telle politique

et compte tenu des incohérences relevées dans la proposition concernant spécifiquement le Bureau régional de la sécurité aérienne de la Base de soutien logistique des Nations Unies, le Comité n'est pas favorable au changement de nom et au repositionnement hiérarchique du Bureau en tant qu'unité hébergée. Le Comité reste néanmoins convaincu que les moyens et l'expertise du Bureau seront mis à profit, le cas échéant.

Taux de vacance de postes

24. Le tableau ci-après récapitule les taux de vacance de postes constatés au cours des exercices 2019/20 et 2020/21, ainsi que ceux qui sont prévus pour l'exercice 2021/22. Le Comité consultatif note qu'aucune explication n'est donnée pour justifier l'application de taux de vacances différents de ceux qui ont été effectivement constatés pendant l'exercice en cours, à savoir : a) un taux de 13 % prévu pour le personnel recruté sur le plan international, alors que le taux effectif moyen est de 14,4 % et qu'un taux effectif de 17,3 % a été enregistré au 31 mars 2021 et b) un taux de vacance de 4 % prévu pour le personnel recruté sur le plan national, alors que le taux effectif moyen est de 4,6 % et qu'un taux effectif de 4,9 % a été enregistré au 31 mars 2021.

Taux de vacance de postes

(En pourcentage)

Catégorie	Taux effectif 2019/20	Taux approuvé 2020/21	Taux effectif 31 janvier 2021	Taux effectif 28 février 2021	Taux effectif moyen mars 2021	Taux effectif 31 mars 2021	Prévision 2021/22
Personnel civil							
Postes soumis à recrutement international	16,7	16,0	13,7	15,1	14,4	17,3	13,0
Postes soumis à recrutement national	5,6	5,0	4,3	4,3	4,6	4,9	4,0
Emplois de temporaire	50,0	—	—	—	50,0	—	50,0
Personnel recruté sur le plan international	—	—	—	—	—	—	—

25. Le Comité consultatif réaffirme qu'il estime que les taux de vacance proposés doivent, dans la mesure du possible, être conformes aux taux effectifs. Lorsque les taux proposés diffèrent des taux effectifs, la raison doit toujours en être clairement indiquée dans le projet de budget et les documents connexes (voir [A/73/755/Add.8](#), par. 31 et [A/74/737/Add.8](#), par. 14).

Postes vacants

26. Ayant demandé des explications, le Comité consultatif a été informé que 34 postes étaient vacants au 28 février 2021 (2 P-5, 7 P-4, 11 P-3, 1 SM-6, 13 GN). Aucun de ces postes n'avait été vacant depuis plus de deux ans. Le Comité consultatif compte que les postes vacants seront pourvus dans les meilleurs délais.

27. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 19 et 20 du présent rapport, le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant le personnel civil. Le montant des dépenses opérationnelles correspondantes devrait être ajusté en conséquence.

3. Dépenses opérationnelles

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué (2019/20)	Dépenses (2019/20)	Montant alloué (2020/21)	Dépenses au 31 mars 2021	Dépenses prévues (2021/22)	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Montant (6) = (5) – (3)	Pourcentage (7) = (6)/(3)
Dépenses opérationnelles							
Consultants et services de consultants	347,2	238,9	170,8	38,9	180,2	9,4	5,5
Voyages officiels	653,3	466,9	488,0	75,9	506,7	18,7	3,8
Installations et infrastructures	5 628,3	6 217,7	5 807,3	4 665,5	5 960,3	153,0	2,6
Transports terrestres	436,4	418,8	383,5	245,7	385,3	1,8	0,5
Opérations aériennes	–	4,5	6,4	4,3	6,4	–	–
Opérations maritimes ou fluviales	–	10,6	–	–	–	–	–
Communications et informatique	15 095,0	13 832,2	12 831,1	9 887,3	13 064,0	232,9	1,8
Santé	45,8	55,0	81,2	18,6	88,2	7,0	8,6
Fournitures, services et matériel divers	1 070,8	823,5	1 002,6	631,6	1 028,2	25,6	2,6
Total, dépenses opérationnelles	23 276,8	22 068,1	20 770,9	15 567,8	21 219,3	448,4	2,2

28. Les ressources proposées pour les dépenses opérationnelles qui s'élèvent à 21 219 300 dollars pour 2021/22 enregistrent une hausse de 448 400 dollars, soit 2,2 %, par rapport au montant alloué pour 2020/21, compte tenu essentiellement d'une augmentation des dépenses prévues au titre des communication et de l'informatique (232 900 dollars) et des installations et infrastructures (153 000 dollars). Des augmentations moins importantes sont proposées au titre des rubriques ci-après : voyages officiels (18 700 dollars, soit 3,8 %), transports terrestres (1 800 dollars, soit 0,5 %), consultants et services de consultants (9 400 dollars, soit 5,5 %), santé (7 000 dollars, soit 8,6 %) et fournitures, services et matériels divers (25 600 dollars, soit 2,6 %).

29. Le Comité consultatif prend note de l'augmentation proposée des ressources au titre des dépenses opérationnelles pour 2021/22 mais n'est pas convaincu que les explications fournies suffisent à la justifier pleinement. Compte tenu de la sous-utilisation des crédits et de la probabilité que les répercussions négatives de la COVID-19 persistent, il formule donc des observations et recommande des ajustements, comme expliqué ci-après. Ces ajustements ont été modérés pour tenir compte également du rôle joué par la Base de soutien logistique des Nations Unies en tant qu'épicentre des efforts déployés pour faire face aux conséquences de la COVID-19 sur les opérations (voir par. 6 et 7 ci-dessus).

Consultants et services de consultants

30. Le montant des dépenses prévues au titre des consultants et des services de consultants pour l'exercice 2021/22 s'élève à 180 200 dollars, soit une augmentation de 9 400 dollars (5,5 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2020/21. Dans son rapport, le Secrétaire général souligne que cette augmentation des crédits demandés tient essentiellement à la nécessité de faire appel à un(e) consultant(e) spécialiste des normes et de la conception dans le domaine du génie électrique et mécanique pour le Groupe de l'appui à l'approvisionnement (A/75/744, par. 116). Le

Comité consultatif note que les informations fournies font apparaître une sous-utilisation des crédits de 108 300 dollars pour l'exercice 2019/20 et que, même si au 31 mars 2021 seulement 38 900 dollars avaient été dépensés, le montant alloué de 170 800 dollars sera entièrement dépensé au 30 juin 2021. **Compte tenu de la structure des dépenses et de l'absence d'informations concernant l'utilisation prévue d'environ 77 % du montant alloué sur une période de trois mois, le Comité consultatif estime que l'augmentation proposée des ressources pour les consultants et les services de consultants n'est pas pleinement justifiée et recommande donc une réduction de 10 % (18 000 dollars) des ressources proposées pour cette rubrique.**

Voyages officiels

31. Les dépenses prévues au titre des voyages officiels pour l'exercice 2021/22 sont en hausse de 18 700 dollars (3,8 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2020/21. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que l'augmentation proposée s'expliquait principalement par les crédits demandés pour : a) les programmes de certification et de formation menés par le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires dans le domaine de l'état de droit et par la Force de police permanente dans le domaine de la prévention des conflits et b) une formation sur la déontologie et la discipline à Valence. Le Comité a également été informé que, sur les 124 cours proposés à la Base logistique des Nations Unies au cours de la période, 48 devraient être dispensés en présentiel.

32. **Les informations communiquées au Comité consultatif font apparaître une sous-utilisation des crédits ouverts à cette rubrique en 2019/20, à hauteur de 186 400 dollars (28,5 %).** Le Comité note en outre que seulement 75 900 dollars de dépenses ont été engagés au 31 mars 2021 et que des dépenses totales de 114 200 dollars sont prévues alors que le crédit ouvert est de 488 000 dollars pour l'exercice en cours, ce qui laisse un solde non utilisé qui devrait s'élever à 373 800 dollars (76,6 %), à la fin de juin 2021. Le Comité consultatif souligne que l'inscription au budget des ressources consacrées aux voyages doit être pleinement conforme aux dispositions des documents publiés sous la cote [ST/SGB/2009/9](#) et [ST/AI/2013/3](#) et encourage en outre la Base de soutien logistique des Nations Unies à concevoir et à organiser des formations en ligne autant que possible. Tout en tenant compte du fait que les ressources proposées pour les voyages officiels sont destinées au déploiement des équipes d'appui aux missions, de la Force de police permanente et du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires pour soutenir les missions sur le terrain, le Comité note la tendance à la sous-utilisation des crédits et considère en outre qu'il est probable que la pandémie de COVID-19 continuera d'avoir des incidences sur les voyages au cours de l'exercice 2021/22. **Le Comité consultatif recommande par conséquent de réduire de 10 % (soit 50 700 dollars) le montant des ressources demandées à ce titre.** Le Comité consultatif formule d'autres observations et recommandations dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/75/822](#)).

Installations et infrastructures

33. Les ressources demandées pour les installations et infrastructures, d'un montant de 5 960 300 dollars pour 2021/22, reflètent une augmentation de 153 000 dollars (2,6 %) par rapport au montant alloué pour 2020/21, qui s'explique essentiellement par l'obligation de procéder tous les 10 ans à la certification de l'ensemble des extincteurs installés dans les locaux de Valence ([A/75/744](#), par. 117). Le Comité consultatif note le dépassement de 589 400 dollars (10,5 %) par rapport au montant alloué de 5 628 300 dollars pour l'exercice 2019/20. Ayant demandé des précisions,

le Comité a été informé que le dépassement de crédit était lié à l'acquisition et à l'installation d'unités préfabriquées pour les bureaux et les logements servant de vitrine aux missions sur le terrain, où un investissement dans l'intégration de nouvelles technologies vertes pourrait se traduire par des avantages à long terme. En outre, les informations fournies au Comité montraient que, pour la période en cours, des dépenses de 4 665 500 dollars (80 %) avaient été engagées au 31 mars 2021, pour un montant alloué de 5 807 300 dollars. Le Comité a également été informé que la Base de soutien logistique des Nations Unies prévoyait des dépenses supplémentaires de 640 900 dollars pour la période allant du 1^{er} avril au 30 juin 2021, ce qui laisse un solde non utilisé de 500 900 dollars (8,6 %) au 30 juin 2021. **Tout en reconnaissant la nécessité de se conformer aux obligations légales relatives à la Base Informatique et communications des Nations Unies à Valence, le Comité consultatif est d'avis que les dépassements de dépenses enregistrés au cours de l'exercice budgétaire 2019/20 pour l'acquisition d'installations préfabriquées, de logements et d'équipements de réfrigération et la structure des dépenses au cours de l'exercice budgétaire actuel sont des signes de fluctuations qui témoignent d'un manque de planification adéquate et de budgétisation précise. Le Comité recommande par conséquent que le montant des ressources demandées au titre des installations et infrastructures soit réduit de 5 % (298 000 dollars) (voir également par. 14 du présent rapport).**

Communications et informatique

34. Le montant des ressources demandées à la rubrique Communications et informatique pour 2021/22, soit 13 064 000 dollars, représente une augmentation de 232 900 dollars (1,8 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2020/21. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que l'augmentation tient essentiellement à l'acquisition de nouveau matériel de visioconférence, au recours à des services supplémentaires de connectivité mobile en raison de l'évolution des modalités de travail et à la fourniture et l'installation du système d'entreposage intelligent (Ibid., par. 118). Les informations communiquées au Comité consultatif font apparaître une sous-utilisation à hauteur de 1 262 800 dollars (8,4 %) des crédits ouverts à cette rubrique en 2019/20 pour un montant de 15 095 000 dollars. Le Comité note également qu'au 31 mars 2021, des dépenses d'un montant de 9 887 300 dollars (77 %) avaient été engagées pendant l'exercice en cours pour un montant alloué de 12 831 100 dollars. Compte tenu des dépenses supplémentaires prévues de 1 000 200 dollars pour la période allant du 1^{er} avril au 30 juin 2021, il resterait un solde non utilisé de 1 943 600 dollars (15 %) à la fin de l'exercice en cours. **Tout en gardant à l'esprit l'impact continu de la pandémie de COVID-19 et l'appui attendu de la Base de soutien logistique pour assurer la continuité des opérations, notamment en ce qui concerne les organes délibérants, le Comité consultatif recommande une réduction de 232 900 dollars des ressources proposées, compte tenu de la structure des dépenses en matière de communications et d'informatique.**

Fournitures, services et matériel divers

35. Le montant des dépenses prévues au titre des fournitures, services et matériels divers pour l'exercice 2021/22 est en augmentation de 25 600 dollars (2,6 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2020/21. Les informations communiquées au Comité consultatif font apparaître une sous-utilisation des crédits ouverts à cette rubrique en 2019/20, à hauteur de 247 300 dollars (23,1 %). Le Comité a en outre été informé qu'au 31 mars 2021, seuls 631 600 dollars avaient été dépensés pendant la période en cours, pour un montant alloué de 1 002 600 dollars, et que les dépenses projetées pour la période allant du 1^{er} avril au 30 juin 2021 s'élevaient à 170 900 dollars, laissant prévoir un solde inutilisé de 200 100 dollars (20 %) à la fin de

l'exercice en cours. **Compte tenu de la tendance à la sous-utilisation des crédits, le Comité consultatif estime que le montant demandé pour les fournitures, services et matériel divers n'est pas pleinement justifié et recommande une réduction de 5 % (51 400 dollars) des ressources proposées.**

36. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 27 et 30 à 35 du présent rapport, le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant les dépenses de fonctionnement.

V. Questions diverses

Stocks pour déploiement stratégique

37. Le Secrétaire général rend compte de l'évolution de la valeur de l'actif des stocks pour déploiement stratégique pour la période 2019/20 aux paragraphes 78 à 81 et dans les tableaux 5 et 6 du rapport sur l'exécution du budget ([A/75/642](#)). En réponse à une question concernant les enseignements tirés des mesures prises pour faire face à la pandémie, le Comité consultatif a été informé que, indépendamment de la planification et de la disponibilité des stocks, il était impossible de se préparer pleinement pour faire face à toutes les éventualités et que l'atténuation des risques, qui reposait sur des hypothèses de planification solides, ainsi que des niveaux suffisants de disponibilités en linéaire et la capacité de réagir rapidement aux possibilités d'approvisionnement étaient indispensables. Le Comité consultatif a également été informé de la nécessité de commercialiser de manière proactive le matériel en stock et d'aligner les besoins associés aux activités de démarrage sur les besoins réguliers et annuels des clients afin de faciliter la rotation. Grâce aux fournitures médicales et aux équipements de protection individuelle provenant des stocks liés à la riposte à Ebola, il avait été possible d'assurer une complémentarité au lieu de partir de zéro, la méthode de production « en flux tendu » ayant été sérieusement mise à mal. Parmi les autres enseignements, citons les avantages d'un système d'acquisition centrale pour tirer parti des gains d'efficacité de la production en masse.

38. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans sa résolution [74/282](#), l'administration a entrepris un examen complet du concept de stocks pour déploiement stratégique afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité des opérations connexes. Le Secrétaire général indique également qu'une proposition a été soumise à l'Assemblée générale dans le cadre du budget du Centre de services régional d'Entebbe pour la période 2021/22, afin de prévoir des stocks régionaux en complément des stocks pour déploiement stratégique ([A/75/744](#), par. 25). Sur demande, le Comité consultatif a été informé que les stocks régionaux à Entebbe n'auraient pas d'incidence sur l'état actuel des stocks pour déploiement stratégique à Brindisi. Un approvisionnement régional permettrait d'assurer la complémentarité et l'optimisation des stocks, si nécessaire, sur la base d'avantages comparatifs en termes de coûts, y compris en ce qui concernait l'expédition, la manutention et la rapidité de livraison. Les stocks régionaux devraient améliorer l'appui fourni aux clients dans les missions de la région concernée avec l'avantage de la proximité géographique, tandis que les stocks pour déploiement stratégique continueraient de soutenir les entités dans d'autres zones du monde pour des besoins qui ne pouvaient être satisfaits par les stocks régionaux.

39. Le Comité consultatif prend note de la révision du concept de stock pour déploiement stratégique à la lumière des enseignements tirés de la pandémie actuelle ainsi que de la proposition de mettre en place des stocks pour déploiement régional. Le Comité rappelle qu'un rapport sur les stocks pour déploiement stratégique doit être présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-

seizième session et espère que les concepts et la gestion des stocks pour déploiement stratégique et des stocks pour déploiement régional, y compris les rôles des deux centres de services à cet égard, seront clairement définis afin d'éviter les doubles emplois et d'accroître l'efficacité et l'efficience de l'appui aux opérations de maintien de la paix.

Centre stratégique des opérations aériennes

40. Dans son rapport, le Secrétaire général fait observer que, comme demandé par l'Assemblée générale, en dernier lieu dans sa résolution 74/282, une étude a été menée sur les rôles futurs du Centre stratégique des opérations aériennes, du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements et de la Section de l'appui centralisé aux achats (anciennement Bureau régional d'achat). En outre, le Centre stratégique des opérations aériennes assure, au moyen de contrats d'affrètement de longue durée, la rotation d'environ 50 % de l'ensemble des contingents déployés dans des opérations de paix dans le monde, ce qui représente 5 000 heures de vol pour un montant total de quelque 60 millions de dollars. Autre nouveauté bienvenue en ce qui concerne ces contrats, la possibilité d'utiliser les appareils pour d'autres besoins ponctuels, comme le transport de larges groupes de civils, par exemple dans le cadre d'opérations d'évacuation ou de délégations importantes. Cela devrait entraîner une réduction du nombre de rotations effectuées au titre des contrats d'affrètement de courte durée. Le nouvel objectif est d'effectuer 80 % des rotations de contingents dans le cadre des nouveaux contrats d'affrètement de longue durée et 20 % dans le cadre de lettres d'attribution. La structure du Centre stratégique des opérations aériennes devrait demeurer inchangée (Ibid., par. 66 à 68). À sa demande, le Comité consultatif a reçu une copie de l'étude approfondie qui a été achevée en 2020. **Le Comité consultatif note qu'aucun changement n'est proposé en ce qui concerne la structure du Centre stratégique des opérations aériennes. Les observations et recommandations du Comité concernant les propositions émanant de l'étude figurent dans son rapport intéressant les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général (A/75/822) et dans son rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juin 2021 au 1^{er} juillet 2022 pour le Centre de services régional d'Entebbe, Ouganda (A/75/822/Add.9).**

Services fournis à d'autres entités et recouvrement des coûts

41. Des informations sur les services fournis aux autres entités et une analyse des montants qu'il est prévu de recouvrer en 2021/22 sont fournies aux paragraphes 49 à 53 et dans les tableaux 2 et 3 du rapport sur le budget. Il est indiqué que la Base de soutien logistique des Nations Unies entend maintenir des accords de prestation de service avec différentes entités, principalement pour les services de l'informatique et des communications. En outre, des services de formation seront fournis aux missions, en appliquant le principe du recouvrement des coûts. On estime à 10,6 millions de dollars le montant qui sera recouvré en 2021/22, contre 9,3 millions en 2020/21. Il est également indiqué qu'il n'y a pas de recouvrement des coûts pour les entités et les vacataires qui travaillent sur des projets pour le compte des missions de maintien de la paix des Nations Unies, et que la Base de soutien logistique utilisera les montants recouverts par l'intermédiaire du fonds de recouvrement des coûts pour se procurer les ressources dont elle a besoin pour honorer les accords de prestation de services conclus (A/75/744, par. 51 à 53). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'au 23 mars 2021, la Base de soutien logistique avait conclu 32 accords de prestation de services, dont 21 accords actifs pendant la période 2019/20 et 11 accords initiés pendant la période 2020/21. Les coûts des services étaient établis à partir d'une grille de tarifs approuvée, qui comprenait tous les

services et le tarif auquel chacun d'eux serait fourni au cours de l'année fiscale. La grille des tarifs était révisée chaque année par le Bureau du contrôleur, pour les services à fournir l'année suivante. Grâce à cette procédure, la Base logistique acquérait les ressources (informatique et communications, installations) nécessaires pour fournir les services inclus dans les différents accords de prestation de service avec ses clients.

42. En ce qui concerne les vacataires et le personnel occupant les installations de Brindisi et de Valence, le Secrétaire général indique que quelque 552 membres du personnel d'appui à plein temps à d'autres entités occuperont des locaux à la Base de soutien logistique des Nations Unies en 2021/22, essentiellement pour assurer des fonctions liées aux communications et à l'informatique. Le Secrétaire général indique également que la Base de soutien logistique recouvre les coûts associés à l'utilisation des locaux par du personnel extérieur à la Base qui fournit un appui à des clients autres que le Département de l'appui opérationnel. Toutefois, en ce qui concerne le personnel d'entités extérieures à la Base de soutien logistique, notamment celui du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et du Centre international de calcul, qui s'occupe de projets pour le compte du Département de l'appui opérationnel et des missions sur le terrain, aucun coût n'est mis en recouvrement ([A/75/744](#), par. 46 à 48).

43. Le Comité consultatif note que la réforme du pilier Gestion approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution [72/266](#) a entraîné des changements importants dans les travaux du Secrétariat, notamment une modification des rôles et des responsabilités du Département de l'appui opérationnel et, par extension, de la Base de soutien logistique des Nations Unies en tant que bras opérationnel du Département. Plus précisément, le Comité note qu'avec l'élargissement du rôle de ce Département pour fournir un appui opérationnel à l'ensemble du Secrétariat, les rôles et le potentiel de la Base de soutien logistique sont également accrus sans que la définition des clients travaillant sur des projets pour le Département et leur rapport avec l'appui aux opérations de paix soient suffisamment précisés, ce qui introduit un certain manque de clarté dans la détermination des clients aux fins du recouvrement des coûts. **Le Comité consultatif rappelle qu'il estime que l'Assemblée générale devrait disposer d'informations complètes et plus transparentes sur les services fournis aux différentes entités, les ressources nécessaires pour assurer la prestation de ces services et les différentes modalités de financement et de recouvrement des coûts, ainsi que sur la comptabilisation des recettes et des dépenses correspondantes (voir également [A/74/737/Add.6](#), par. 26).** Le Comité consultatif formule d'autres observations et recommandations dans ses rapports sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/75/822](#)) et sur les conclusions et recommandations du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ([A/75/829](#)).

Dispositif de modulation des ressources

44. Le dispositif de modulation des ressources fait l'objet des paragraphes 37 à 44 du rapport sur le budget. Il est indiqué que le dispositif de modulation des ressources a été encore affiné conformément à la recommandation formulée par le Comité consultatif ([A/74/737/Add.6](#)) et approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution [74/282](#). Il est également souligné que, dans l'ensemble, le dispositif de modulation des ressources de la Base de soutien logistique des Nations Unies répond à la nécessité d'assurer un service et des capacités d'appui de base, soit une capacité permanente minimale, de sorte à conserver les connaissances et les compétences essentielles dans des domaines clefs et que le dispositif de modulation des ressources de la Base de soutien logistique est axé sur les services fournis aux entités qui sont ses clients en vertu de son mandat par ses deux principaux prestataires de services

externes, à savoir le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications et le Service de la chaîne d'approvisionnement.

45. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la Base de soutien logistique des Nations Unies utilisait la formule mathématique déjà en place au Centre de services régional d'Entebbe, consistant à calculer des équivalents plein temps sur la base d'estimations empiriques de la charge de travail prévue. La détermination des équivalents plein temps repose sur l'hypothèse qu'il y a 6,5 heures de travail effectif par jour et 203 jours ouvrables par an. Par conséquent, un équivalent plein temps comprenait 1 319,5 heures. Le Comité consultatif a également été informé que la formule avait été envisagée pour valider le nombre de postes à la Base de soutien logistique au cours de la période 2021/22 pour les activités modulables.

46. **Le Comité consultatif prend note des efforts déployés pour mettre en place un dispositif de modulation des ressources basé sur l'estimation des équivalents plein temps. Le Comité rappelle que l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer à affiner le dispositif de modulation des ressources afin d'établir un lien plus clair entre les facteurs ayant trait au volume de travail et les besoins en équivalents plein temps, en particulier d'élaborer une définition claire de la modulation des besoins, d'identifier les activités modulables et d'assurer une application cohérente du dispositif de modulation des ressources (voir également A/74/737/Add.6, par. 23), ainsi que de veiller à ce que tous les dispositifs de modulation tiennent compte, entre autres, des facteurs ayant trait au volume de travail et aux gains d'efficacité (voir également la résolution de l'Assemblée générale 70/286, par. 67).**

Équilibre entre les effectifs des deux sexes

47. Il ressort des informations communiquées au Comité consultatif que le pourcentage de femmes parmi le personnel de la Base de soutien logistique des Nations Unies au 30 juin 2020 variait selon les catégories de personnel et la classe, allant de 29 % pour les classes P-1 à P-4, à 26 % pour la catégorie service mobile et 11 % pour la classe P-5 et de rang supérieur. Parmi le personnel recruté sur le plan national, le pourcentage de femmes était de 38 %. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'afin d'accroître la représentation des femmes à la Base de soutien logistique, les offres d'emploi étaient également publiées sur Impactpool, une entreprise sociale qui permet d'attirer des candidats ainsi que sur la page Facebook de la Base de soutien logistique et autres médias sociaux. La Base de soutien logistique a également informé les organisations internationales et les organismes éducatifs des postes à pourvoir. **Le Comité consultatif est préoccupé par le faible niveau de représentation féminine à la Base de soutien logistique des Nations Unies et l'encourage à redoubler d'efforts pour améliorer l'équilibre entre les effectifs des deux sexes.**

Activités dans le domaine de l'environnement

48. Le Secrétaire général indique que le Service de la chaîne d'approvisionnement de la Base de soutien logistique des Nations Unies poursuivra ses activités d'appui à l'environnement, notamment en fournissant une assistance technique aux opérations de paix qui mettent en œuvre la stratégie environnementale du Secrétariat, en mettant l'accent sur les piliers techniques que sont l'eau, les déchets et l'énergie. Le Secrétaire général indique également que, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'équipe d'assistance et de coopération rapides pour l'environnement et le climat jouera un rôle de premier plan dans l'élaboration de directives opérationnelles visant à soutenir la gestion durable des risques liés à l'eau

et aux eaux usées et à fournir une assistance et un soutien techniques aux missions pour planifier des investissements pluriannuels (voir [A/75/744](#), par. 26 à 27).

49. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la Base de soutien logistique des Nations Unies fournissait un appui environnemental planifié et à la demande sur le terrain. Le soutien prévu était aligné sur les priorités et les approches définies dans la stratégie environnementale, la Base de soutien logistique étant chargée de diriger la mise en œuvre des trois piliers techniques (énergie, eau et eaux usées et déchets solides) sous l'orientation stratégique de la section Environnement du Département de l'appui opérationnel. L'appui à la demande était fourni à la fois à distance et sur le terrain en fonction des demandes des missions. Le Comité a également été informé qu'au cours des douze derniers mois, les demandes d'assistance technique sur le terrain avaient porté sur l'eau et les eaux usées (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo), l'énergie (Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei) et les déchets (Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi). Ayant demandé des précisions, le Comité a également été informé que la phase I du projet concernant l'équipe d'assistance et de coopération rapides pour l'environnement et le climat comprenait la création d'une équipe d'assistance technique pour fournir des moyens supplémentaires aux missions, ce qui avait permis de mettre en place une stratégie environnementale pour les missions sur le terrain et d'apporter des changements substantiels au niveau de chaque mission.

50. **Le Comité consultatif prend note de l'appui fourni par la Base de soutien logistique des Nations Unies aux opérations de paix en ce qui concerne leurs initiatives environnementales et compte que des informations plus détaillées sur les progrès enregistrés, notamment sur la portée, les produits, ou encore les dates de début et de fin des activités, continueront d'être fournies dans les futurs projets de budget.** Le Comité formule d'autres observations et recommandations sur les activités environnementales dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/75/822](#)).

VI. Conclusion

51. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 figurent à la section VI du rapport sur l'exécution du budget ([A/75/642](#)). **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé de 114 900 dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, ainsi que le montant de 999 500 dollars correspondant aux autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2020, soient déduit de celui des ressources à prévoir pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022.**

52. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 figurent à la section IV du rapport sur le projet de budget ([A/75/744](#)). **Compte tenu des observations et recommandations qu'il a formulées dans le présent rapport, le Comité consultatif recommande que les crédits demandés soient réduits de 625 000 dollars et ramenés de 66 519 700 dollars à 65 894 700 dollars. Le Comité consultatif recommande également de répartir le montant susmentionné entre les budgets des opérations de maintien de la paix en activité en vue d'assurer le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022.**